

OCTOBRE 2025

POLICY PAPER

L'AVENIR SE DÉCIDE AUJOURD'HUI : POUR UNE STRATÉGIE MAROCAINE DES MINÉRAIS CRITIQUES ET STRATÉGIQUES

SABRINE EMRAN & OUSSAMA TAYEBI

Le secteur minier traverse une période critique où convergent transition énergétique mondiale, reconfigurations des chaînes d'approvisionnement et ambitions nationales d'industrialisation. Le Maroc, pays doté d'un patrimoine minier diversifié incluant phosphate, cobalt, cuivre et autres minerais critiques, dispose d'un réel potentiel pour s'imposer comme acteur incontournable de la transition énergétique.

Toutefois, l'absence de stratégie nationale dédiée, le manque de coordination intersectorielle et la prédominance des exportations de matières brutes limitent la capacité du pays à capter le potentiel réel de ces minerais et à développer des filières industrielles compétitives. Dans un contexte international marqué par l'émergence d'une « diplomatie minérale » et la multiplication des coalitions entre puissances, le Maroc doit simultanément structurer son approche nationale et se positionner sur les scènes régionale et mondiale.

Ce policy paper propose une réflexion stratégique sur ces thèmes, articulée autour de trois dimensions complémentaires. La première souligne l'impératif d'élaborer une stratégie nationale globale, fruit d'un débat associant acteurs publics, secteur privé, recherche et société civile, définissant les priorités en matière de minerais critiques et stratégiques et favorisant la transformation locale. La deuxième dimension explore les opportunités de coopération africaine et Sud-Sud, plaçant le Maroc comme catalyseur de coalitions régionales permettant de mutualiser ressources et compétences, de structurer des chaînes de valeur continentales et de renforcer le pouvoir de négociation des pays producteurs. La troisième dimension, enfin, examine le positionnement international du royaume dans les débats sur la gouvernance des minerais critiques, incluant les enjeux émergents tels que l'exploitation des grands fonds marins.

L'analyse démontre que la valorisation du potentiel minier marocain requiert une vision intégrée conjuguant développement industriel national, leadership régional et insertion stratégique dans les partenariats internationaux.

SABRINE EMRAN & OUSSAMA TAYEBI

Le secteur minier joue un rôle significatif dans le développement économique et le positionnement international du Maroc. Il constitue un pilier essentiel, tant par son poids dans l'économie nationale que par l'influence de ses entreprises phares. Parmi elles, OCP Group et Managem se distinguent comme des champions nationaux opérant à l'international, notamment à travers le continent africain où elles contribuent à structurer les marchés miniers régionaux. En 2024¹, le secteur minier a représenté 19,3 % des exportations nationales, attiré 1,3 milliard MAD d'investissements et généré un chiffre d'affaires de 100,84 milliards MAD. Plus de 49 000² emplois directs ont été recensés en 2023, illustrant le dynamisme et la portée stratégique de ce pilier de l'économie marocaine.

Le contexte national renforce l'importance de ce secteur. La révision du cadre juridique minier ouvre de nouvelles perspectives pour l'investissement et la modernisation de l'exploitation des ressources. Les ambitions en matière de transition énergétique et le renforcement de l'écosystème industriel national offrent des opportunités inédites, notamment pour le développement des industries automobiles, aéronautiques et de défense. Le secteur minier peut ainsi devenir un levier de transformation industrielle, permettant non seulement d'assurer un approvisionnement stratégique en matières premières, mais aussi de créer de la valeur ajoutée localement en plus de renforcer la compétitivité des filières émergentes.

Sur le plan international, le Maroc se positionne dans un contexte particulièrement favorable. La demande mondiale pour les minerais critiques explose, tandis que certaines chaînes d'approvisionnement sont instrumentalisées à des fins géopolitiques, créant des opportunités pour des pays capables de garantir un approvisionnement sûr et responsable. Les stratégies de diversification adoptées par plusieurs économies avancées ouvrent également la voie à des flux d'investissements dans des projets autrefois jugés secondaires ou économiquement peu viables. Cette évolution pourrait, si elle est pleinement mise à profit comme cela a été le cas pour l'Indonésie, permettre de concrétiser tout ou partie des ambitions en matière de valorisation locale des ressources. Par ailleurs, l'essor de coalitions et de cadres de partenariats internationaux contribue à accroître la capacité du Maroc à s'insérer durablement dans les chaînes de valeur mondiales des industries d'aujourd'hui et de demain.

Ces dynamiques nationales et internationales soulignent l'impératif pour toutes les parties prenantes (décideurs publics, acteurs privés, institutions académiques, etc.) de travailler de concert. Une approche « Team Morocco » permettra de mobiliser les talents, d'optimiser les investissements et de tirer pleinement parti des potentialités minières du pays. En capitalisant sur ce secteur, le Maroc pourra non seulement renforcer sa position économique, mais aussi accroître son poids stratégique, consolidant ainsi un véritable levier de croissance et de souveraineté à l'échelle nationale et continentale.

1. Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement du Maroc. (2025). Mines. [Mem.gov.ma](https://www.mem.gov.ma/Pages/secteur3ebb.html?e=7), <https://www.mem.gov.ma/Pages/secteur3ebb.html?e=7>.

2. CESE, 2023, Les minerais stratégiques et critiques contributeurs à la souveraineté industrielle du maroc, Auto-saisie n°67/2023 <https://www.cese.ma/media/2023/09/Avis-les-minerais-strate%CC%81giques-VF-.pdf>.

I. RESSOURCES MINIÈRES ET ENJEUX DE VALORISATION INDUSTRIELLE AU MAROC

1.1. Cartographie des ressources marocaines en minerais critiques

Le Maroc dispose d'un patrimoine minier diversifié et riche, incluant le cobalt, le cuivre, le manganèse, le nickel, le chrome, le graphite, l'argent et des gisements mondiaux de phosphate, constituant une base stratégique pour son développement industriel et énergétique. Les phosphates représentent l'élément central de cette cartographie avec près de 70 % des réserves mondiales, estimées à 50 milliards de tonnes, positionnant OCP Group comme acteur dominant avec 31 % des parts du marché mondial. L'entreprise produit environ 37,6 millions de tonnes de roche phosphatée par an et dispose d'infrastructures exceptionnelles, telles que le convoyeur de 102 km reliant Boucraâ à Laâyoune³. En 2023, la production nationale a atteint 35 millions de tonnes, confirmant la place prépondérante du Maroc sur le marché international.

Le cobalt marocain revêt également un caractère stratégique, avec des réserves prouvées estimées à 14 000 tonnes, principalement exploitées dans la mine de Bou Azzer, unique au monde par la qualité de son cobalt extrait en état principal sans minerais associés, garantissant une pureté recherchée par l'industrie des batteries⁴. La production nationale s'élève à environ 2 500 tonnes par an, faisant du Maroc le neuvième producteur mondial.

Les réserves de cuivre, estimées à 590 000 tonnes, sont exploitées principalement par le groupe Managem, avec d'autres sociétés. La production annuelle de concentré de cuivre a atteint 92 612 tonnes en 2024, en légère baisse par rapport aux 107 080 tonnes de 2023. La mine de Tizert, dont l'exploitation débutera au deuxième semestre 2025 avec un investissement de 440 millions USD, devrait doubler la production nationale et inclure la construction d'une fonderie pour valoriser le minerai localement⁵. En parallèle, la société britannique Critical Mineral Resources (CMR) développe un gisement de 150 000 à 200 000 tonnes de cuivre contenu, avec une teneur moyenne de 1,2 % équivalent cuivre.

Outre ces ressources principales, le Maroc possède également des réserves significatives de plomb, zinc, argent, barytine, fluorine, antimoine et or. Historiquement, le Maroc a une longue tradition minière, remontant à l'Antiquité et renforcée par les premières institutions modernes créées dans les années 1920. Aujourd'hui, l'ONHYM (Office national des hydrocarbures et des mines) assure la prospection et la valorisation des ressources minières en utilisant des techniques avancées, telles que la télédétection hyperspectrale, la géochimie et la géophysique, en partenariat avec des opérateurs nationaux et internationaux.

3. Conseil économique, social et environnemental (CESE). (2023). Les minerais stratégiques et critiques, contributeurs à la souveraineté industrielle du Maroc (auto-saisine n°67/2023). [Cese.ma. https://www.cese.ma/media/2023/09/Avis-les-minerais-strate%CC%81giques-VF-.pdf](https://www.cese.ma/media/2023/09/Avis-les-minerais-strate%CC%81giques-VF-.pdf)

4. United States Geological Survey (USGS). (2025). USGS official website. [Usgs.gov. https://www.usgs.gov/](https://www.usgs.gov/)

5. Bouwafoud. (2025). Critical Mineral Resources mise sur un projet de mine de cuivre aux alentours de Tizert. [Medias24.com. https://medias24.com/2025/07/22/critical-mineral-resources-mise-sur-un-projet-de-mine-de-cuivre-aux-alentours-de-tizert/](https://medias24.com/2025/07/22/critical-mineral-resources-mise-sur-un-projet-de-mine-de-cuivre-aux-alentours-de-tizert/)

1.2. Rôle potentiel dans les chaînes de valeur de la transition énergétique

Les minerais critiques marocains occupent un rôle central dans les technologies bas carbone, en particulier les batteries, les infrastructures électriques et l'hydrogène vert. Le cobalt de Bou Azzer, grâce à sa pureté exceptionnelle, constitue un intrant stratégique pour les batteries lithium-ion destinées aux véhicules électriques et au stockage stationnaire, et le pays développe des stratégies pour accroître cette production en lien avec son écosystème automobile national.

Le cuivre renforce cette dynamique, indispensable à la fabrication de câblages, transformateurs et composants des infrastructures électriques. La mine de Tizert et la construction associée d'une fonderie permettront d'accroître l'autonomie nationale et d'industrialiser la filière.

Les minéraux tels que le nickel, le cobalt et le manganèse sont également mobilisés dans la filière de l'hydrogène vert, notamment pour les électrolyseurs alcalins et les électrodes bipolaires dopées, améliorant l'efficacité des systèmes⁶ (Yu, et. Al, 2022). Cette synergie entre ressources minérales et technologies énergétiques positionne le Maroc comme un acteur intégré de la chaîne de valeur PtX, capable d'aller de l'extraction à la production de carburants synthétiques, dans un contexte de souveraineté énergétique et de contribution à la transition énergétique mondiale⁷.

Le Maroc ne dispose pas encore d'une liste officielle de minerais critiques et stratégiques. Toutefois, selon l'avis du Conseil économique, social et environnemental, une liste indicative en recense 24, le pays demeurant dépendant des importations pour 17 d'entre elles, soit près de 74 %. Cette dépendance concerne notamment les terres rares, indispensables à la fabrication des éoliennes, ainsi que l'aluminium et le cuivre, essentiels aux infrastructures électriques. La forte concentration mondiale de la production de ces minerais accentue la vulnérabilité du Maroc face aux tensions géopolitiques, aux fluctuations des prix et aux risques environnementaux et sociaux associés à leur extraction.

Pour sécuriser cette chaîne de valeur, le Maroc doit diversifier ses sources d'approvisionnement, constituer des réserves stratégiques et encourager la R&D ainsi que le recyclage des minerais critiques. Le potentiel de l'économie circulaire est significatif : entre 1968 et 2015, le pays a produit 3,5 milliards de tonnes de rejets miniers, chiffre qui pourrait atteindre 6 milliards de tonnes en 2030. Des initiatives sont déjà en cours : Managem développe le recyclage de batteries et de rejets miniers, et OCP Group valorise les sous-produits tels que le fluor, l'uranium et les terres rares, ou recycle le phosphogypse en soufre. Dans le cadre de son Green Investment Program (2023-2027), OCP a lancé un programme d'investissement de 13 milliards USD visant à augmenter ses capacités de production tout en atteignant la neutralité carbone d'ici 2040, avec des initiatives incluant la valorisation du CO₂ capturé, le dessalement d'eau de mer et la réutilisation des eaux usées⁸.

Au-delà des applications énergétiques, ces ressources soutiennent le développement de nouveaux secteurs industriels comme la sidérurgie verte et la fabrication de technologies propres, nécessitant des alliages spéciaux et l'usage d'hydrogène comme réducteur. La combinaison de ressources minérales, d'énergies renouvelables abondantes et de proximité géographique avec l'Europe ainsi qu'avec d'autres marchés porteurs, crée un avantage compétitif unique pour le Maroc, capable de

6. Yu, E. et al. (2022). Principles of water electrolysis and recent progress in cobalt-, nickel-, and iron-based oxides for the oxygen evolution reaction. PubMed Central. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC9291824/>.

7. Ministère de la Transition énergétique et du Développement durable du Maroc. (2025). Le Maroc au Sommet mondial de l'hydrogène 2024. Environnement.gov.ma. <https://www.environnement.gov.ma/fr/133-a-la-une/4360-forum-mondial-sur-l-hydrogene-pays-bas>.

8. OCP Group. (2025). Green Investment Program. Ocpgroup.ma. <https://www.ocpgroup.ma/Strategy/Commitments/Green-Investment-Program>

gérer des chaînes de valeur minières complexes à l'échelle mondiale.

1.3. Opportunités pour la transformation économique

La demande mondiale de minerais critiques liés à la transition énergétique – lithium, cobalt, cuivre, nickel – pourrait quadrupler d'ici 2030, offrant au Maroc une fenêtre stratégique pour transformer son potentiel minier en moteur de croissance et d'industrialisation. La simple exportation de matières premières limite la valeur ajoutée : en République Démocratique du Congo, le raffinage local du cobalt a triplé le prix unitaire du minerai et accru les exportations de produits transformés⁹. Pour le Maroc, le développement d'industries locales de transformation permettrait de créer des emplois qualifiés, de renforcer l'autonomie énergétique et de stimuler l'industrialisation, tout en intégrant les standards ESG. Les initiatives de recyclage et de valorisation déjà mises en place par Managem et OCP Group montrent la faisabilité de ces stratégies.

La réussite de cette transformation repose sur des partenariats internationaux, un cadre réglementaire clair, des financements ciblés et le transfert de technologies¹⁰. La coopération régionale, notamment via l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAf), offre des opportunités de renforcement de chaînes de valeur intra-africaines et de diversification économique.

En combinant ses ressources minières, ses infrastructures renouvelables et sa position géographique stratégique, le Maroc peut se positionner comme un hub régional pour les technologies propres et l'économie de l'hydrogène vert, réduisant sa dépendance aux importations et consolidant son leadership régional sur ces questions.

Cette stratégie intégrée permettrait également d'attirer des investissements, de développer les compétences locales et de promouvoir une industrie nationale à forte valeur ajoutée. Elle constitue un levier de souveraineté industrielle et énergétique, tout en contribuant à la transition énergétique mondiale.

II. MINERAIS CRITIQUES ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : ENJEUX GLOBAUX ET LOCAUX

2.1. Intersection des enjeux économiques, environnementaux et géopolitiques dans le domaine des minerais critiques

La « diplomatie minérale » s'impose aujourd'hui comme un levier stratégique essentiel pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en minerais critiques. Face à la demande croissante liée à la transition énergétique, les grandes puissances multiplient les partenariats bilatéraux et accords de coopération avec les pays producteurs et consommateurs de ces ressources. Le Canada, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis ont notamment intensifié leurs initiatives en ce sens. Cette dynamique traduit une volonté commune de renforcer la résilience et la diversification des approvisionnements, dans un contexte mondial marqué par la compétition pour l'accès aux ressources et les nouvelles dépendances géoéconomiques¹¹. La compétition géopolitique

9. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED / UNCTAD). (2024). Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. [unctad.org. https://unctad.org/system/files/official-document/cid57_fr_0.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/cid57_fr_0.pdf).

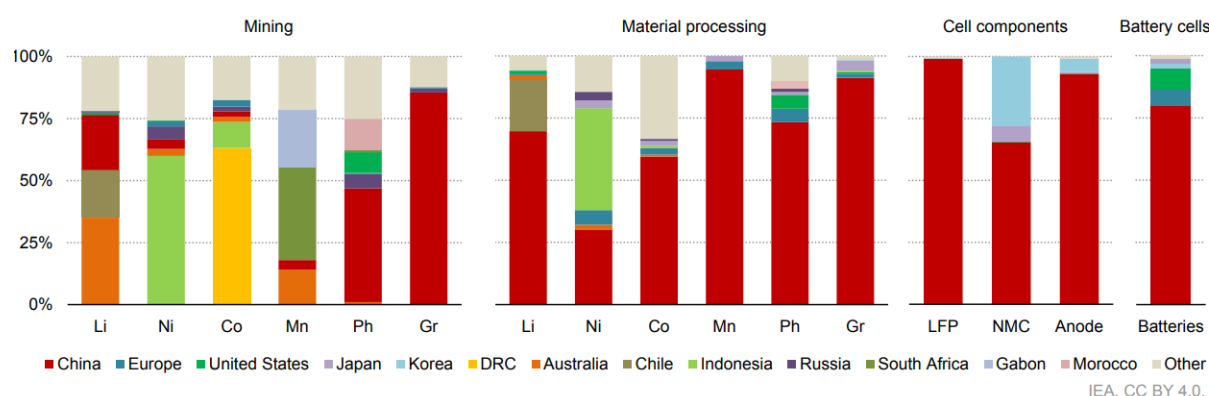
10. Boston Consulting Group (BCG). (2025). Changement climatique : les entreprises intensifient leurs investissements mais reculent sur la mesure de leurs émissions. [BCG.com](https://www.bcg.com).

11. International Energy Agency (IEA). (2025). Global Critical Minerals Outlook 2025. [IEA.org. https://iea.blob.core.windows.net/assets/ef5e9b70-3374-4caa-ba9d-19c72253bfc4/GlobalCriticalMineralsOutlook2025.pdf](https://iea.blob.core.windows.net/assets/ef5e9b70-3374-4caa-ba9d-19c72253bfc4/GlobalCriticalMineralsOutlook2025.pdf).

a entraîné une réorientation partielle des politiques industrielles et la formation de nouveaux partenariats stratégiques, les pays cherchant à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement et à réduire leur dépendance à une seule source. Les enjeux liés aux minerais critiques dépassent la seule dimension économique : ils comportent également des implications sociales et environnementales majeures. Leur exploitation, notamment dans des régions confrontées à l'instabilité ou à des fragilités institutionnelles, peut générer des tensions sociales et aggraver certaines vulnérabilités locales.

Figure 1

Répartition géographique de la chaîne d'approvisionnement mondiale des batteries lithium-ion pour véhicules électriques et systèmes de stockage, 2024



Source : IEA, *Global Critical Minerals Outlook*, 2025.

Le marché mondial des minerais critiques présente un risque systémique en raison d'une faible participation. Les facteurs géologiques et technologiques créent des barrières élevées à l'entrée. La concentration du commerce des minerais critiques dans quelques pays rend le marché mondial plus vulnérable à l'instabilité. Les pays disposant de réserves abondantes et de capacités d'exploration importantes peuvent influencer les prix et perturber le marché global en manipulant l'offre. La fragilité du marché se renforce lorsque les principaux pays producteurs sont confrontés à des complications géopolitiques, pouvant entraîner des restrictions à l'exportation et une forte volatilité des prix. L'incapacité à diversifier le risque systémique accroît le risque d'investissement dans les énergies renouvelables et ralentit le processus de transition énergétique, engageant ainsi certaines régions dans une pauvreté énergétique renouvelable ¹².

Par ailleurs, l'usage des minerais critiques ne se limitera plus à la transition énergétique : il prendra une place encore plus importante avec la montée en puissance de l'intelligence artificielle. L'essor rapide des systèmes électriques, notamment pour alimenter les centres de données, accentue déjà la pression sur les chaînes d'approvisionnement de composants essentiels comme les transformateurs. La question de la sécurité des chaînes d'approvisionnement mondialisées en minerais et matériaux critiques -tels que le cuivre ou le gallium- devient ainsi un enjeu majeur.¹³ Par ailleurs, l'essor de l'intelligence artificielle augmente considérablement la pression de la demande en minerais critiques indispensables aux puces, serveurs et infrastructures énergétiques qui la font

12. Lee, et al. (2025). The role of critical mineral prices and geopolitical risk in shaping renewable energy poverty. SpringerLink. <https://link.springer.com/article/10.1007/s43621-025-01429-w>.

13. IEA, 2025, Artificial Intelligence: a transformative technology with important implications for energy <https://www.iea.org/topics/artificial-intelligence>

fonctionner. Le cobalt, le lithium et les terres rares deviennent alors des ressources stratégiques pour le développement mondial de l'IA. L'Afrique, qui possède une grande partie de ces réserves, se retrouve au centre de cette compétition technologique. Sa capacité à maîtriser et exploiter durablement ces ressources déterminera son rôle dans la révolution numérique et son potentiel à devenir un acteur majeur de l'économie de l'intelligence artificielle¹⁴. Le déploiement massif attendu de l'IA repose sur des chaînes d'approvisionnement hautement concentrées en puces, en infrastructures informatiques et en minéraux essentiels, ainsi que sur l'accès à une électricité abondante et à faible teneur en carbone. C'est ainsi que le débat autour de l'alimentation de l'IA est indissociable des questions de souveraineté, de résilience et de vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales en matériaux critiques¹⁵.

2.2. Sécuriser les minerais critiques pour une transition énergétique réussie

Dans un contexte où la transition énergétique constitue un enjeu national majeur, les minerais critiques occupent une place stratégique prépondérante. Le cuivre, le lithium, le nickel, le cobalt et les éléments de terres rares constituent des composants essentiels de nombreuses technologies d'énergie propre en pleine expansion, des éoliennes et réseaux électriques aux véhicules électriques. Les minerais critiques permettent le développement et le déploiement à grande échelle des technologies d'énergie propre, indispensables pour réduire les émissions de carbone et réussir la transition vers des économies bas-carbone. Leur disponibilité est directement liée à la capacité d'augmenter la production de ces technologies et, in fine, à la réalisation des engagements climatiques mondiaux. Cependant, garantir la disponibilité de ces minerais nécessite une gestion rigoureuse des chaînes d'approvisionnement, car toute perturbation pourrait compromettre les efforts de décarbonation des industries et des économies. Il est également essentiel que l'extraction de ces matériaux soit réalisée de manière responsable afin de protéger l'environnement, de respecter les droits humains et de limiter les impacts sociaux négatifs. Des pratiques minières non éthiques ou irresponsables peuvent en effet réduire les bénéfices de ces minerais pour la société¹⁶. Nous avons ainsi besoin d'une gouvernance nationale participative pour l'exploitation et la valorisation responsable des ressources minières, impliquant l'État, les acteurs locaux, les entreprises et la société civile. Ceci permettrait aux minerais critiques de devenir un levier de création d'emplois, de stimulation de l'essor de nouvelles entreprises et construction de régions prospères, tout en assurant un approvisionnement durable intégré aux stratégies industrielles nationales.

Ainsi, par exemple, le rôle du Maroc dans la chaîne de valeur des batteries lithium-ion se limite actuellement à l'extraction minière. Le pays contribue considérablement à la production mondiale de phosphate, un matériau clé, mais n'est pas encore impliqué dans des segments à plus forte valeur ajoutée tels que le traitement des matériaux, la fabrication de composants cathode/anode ou l'assemblage de batteries. Bien que le Maroc soit un fournisseur important de phosphate, le développement de capacités de transformation et de production pourrait lui permettre de capter davantage de valeur dans cette chaîne.

Contrairement aux énergies fossiles et au pétrole, les minerais critiques pour la transition énergétique

14. Alberto, L., 2025, ODI, Critical minerals, critical moment: Africa's role in the AI revolution, <https://odi.org/en/insights/critical-minerals-critical-moment-africas-role-in-the-ai-revolution/>

15. Berahab, R., 2025, The Energy Economics of Artificial Intelligence in a fractured global system, Policy Center for the New South, https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2025-10/PP_37-25%20is%20also%20critical%20that,of%20these%20minerals%20to%20society.pdf

16. International Council on Mining and Metals (ICMM). (2025). Mining metals – critical minerals. ICMM.com. <https://www.icmm.com/en-gb/mining-metals/critical-minerals#:~:text=It%20is%20also%20critical%20that,of%20these%20minerals%20to%20society>.

attirent généralement des flux de capitaux étrangers. L'effet positif d'attraction des investissements directs étrangers (IDE) par les pays à forte demande de ressources l'emporte probablement sur l'effet négatif d'éviction des IDE provenant de pays non-demandeurs. Les minerais ayant l'effet d'attraction le plus fort sont le cobalt, le lithium et les éléments de terres rares. Ces résultats confirment les motivations économiques et stratégiques importantes des pays et entreprises investisseurs, tout en représentant à la fois des opportunités et des risques pour les pays hôtes de l'exploitation minière¹⁷.

L'approvisionnement en minerais critiques pourrait limiter le développement des technologies d'énergie verte et même freiner la transition vers une économie bas-carbone, malgré le fait que les avancées technologiques pourraient réduire l'intensité de la demande pour certains minerais. Ce risque est particulièrement important si l'on considère le décalage géographique entre l'offre et la demande ainsi que les risques commerciaux qui y sont associés¹⁸.

L'hydrogène vert est un autre vecteur énergétique qui pourrait être fortement affecté par les contraintes liées aux minerais critiques. Ces contraintes peuvent freiner le déploiement à grande échelle de l'hydrogène vert, compromettant ainsi les objectifs mondiaux de neutralité carbone. Elles soulignent la nécessité de développer des méthodes alternatives et à faible émission pour produire de l'hydrogène. Les électrolyseurs à eau, qui convertissent l'eau en hydrogène et oxygène sous courant électrique, reposent sur des catalyseurs et des oxydes métalliques. Les technologies d'électrolyse alcaline (AE) et de cellules à oxyde solide (SOEC) utilisent également des oxydes métalliques dans leurs séparateurs électrochimiques. D'importants efforts de recherche visent à améliorer l'efficacité des électrolyseurs et à découvrir de nouveaux matériaux adaptés à ces technologies¹⁹.

III. UNE STRATÉGIE NATIONALE EN COURS DE CONSTRUCTION MAIS PAS ENCORE SUFFISAMMENT STRUCTURÉE

3.1. Un cadre institutionnel et réglementaire en cours d'élaboration

Comme indiqué précédemment, le Maroc ne dispose pas encore d'une définition officielle claire et largement reconnue des minerais critiques, bien que plusieurs acteurs et rapports nationaux aient souligné leur importance stratégique. Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) propose une liste de 24 minerais stratégiques et critiques jugés essentiels pour le développement industriel et la transition énergétique du pays. Il inclut notamment l'aluminium, le cobalt, le cuivre, le lithium, les terres rares, le nickel, et le phosphate, entre autres. Toutefois, le Maroc reste encore fortement dépendant des importations pour une majorité de ces minerais critiques²⁰.

17. Bonnet. (2025). Foreign direct investments and energy transition critical minerals. ScienceDirect. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301420725000935>.

18. Shi, et al. (2025). Critical mineral constraints pressure energy transition and trade toward the Paris Agreement climate goals. Nature Communications. <https://www.nature.com/articles/s41467-025-59741-y>.

19. Greenwald, et al. (2024). Critical mineral demands may limit scaling of green hydrogen production. Frontiers in Geochemistry. <https://www.frontiersin.org/journals/geochemistry/articles/10.3389/fgeoc.2023.1328384/full>.

20. Conseil économique, social et environnemental (CESE). (2023). Avis sur les minerais stratégiques. Cese.ma. <https://www.cese.ma/media/2023/04/Avis-sur-les-minerais-strategiques-vf.pdf>.

Concernant le cadre réglementaire, le Maroc est en cours de révision de son code minier (loi n° 33.13). Après le retrait d'un premier projet de loi (n° 46.20), un nouvel avant-projet de loi n°72.24 a été réintroduit dans le circuit législatif pour moderniser la gouvernance du secteur, simplifier les procédures, encourager l'exploration, et renforcer la transparence. Cet avant-projet de loi n°72.24, ²¹actuellement en phase de consultation publique, est présenté par le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable. Il vise à moderniser le cadre juridique minier au Maroc en l'alignant notamment sur des normes internationales comme CRIRSCO ²²et UNFC²³.

La proposition de réforme inclut pour la première fois la création d'un comité technique national chargé de superviser les minerais stratégiques et critiques, de suivre leur approvisionnement et de s'assurer que l'exploitation minière contribue à la souveraineté industrielle du pays.

Le Programme national de la géologie 2021-2030, publié par le ministère de l'Énergie et des Mines, inclut également des orientations sur le développement et la valorisation des minerais stratégiques et critiques au Maroc. C'est un document gouvernemental stratégique à moyen terme²⁴.

Le Maroc fait face à une absence de stratégie nationale dédiée aux minerais stratégiques et critiques, ce qui crée un manque de cadre clair pour leur identification et valorisation. Le CESE a souligné l'absence de feuille de route spécifique à ces minerais, ce qui freine le développement industriel local et maintient le pays dans une situation d'exportation principalement de ressources brutes, l'exposant à la volatilité des prix et aux risques de rupture d'approvisionnement. Le CESE recommande la création d'une banque de projets industriels axés sur la transformation locale et une structure de coordination entre secteurs minier et industriel pour valoriser ces minerais stratégiques²⁵. Par ailleurs, l'arrêt du projet de potasse de Khémisset ²⁶illustre de manière frappante les limites de l'absence d'une stratégie nationale cohérente de valorisation des ressources minières au Maroc. Bien que la potasse ne fasse pas partie des minerais dits « critiques », son cas met en lumière les tensions structurelles entre politique minière et politique hydrique. Alors que le pays ambitionne de jouer un rôle clé dans la transition énergétique mondiale, l'absence d'un cadre intégré de gestion des ressources naturelles, incluant des seuils clairs de consommation en eau, des incitations technologiques pour réduire l'empreinte hydrique des mines et une hiérarchisation explicite des minerais stratégiques, conduit à des blocages coûteux et à une perte de visibilité pour les investisseurs. Les décisions se prennent encore trop souvent au cas par cas, créant incertitude et arbitrages défavorables.

21. Royaume du Maroc. (s.d.). Projet de loi modifiant la loi n°33-13 relative aux minerais. [Sgg.gov.ma. https://www.sgg.gov.ma/Portals/0/legislation/ProjetLois/EtudeImpact/projetLoi46-20.pdf](https://www.sgg.gov.ma/Portals/0/legislation/ProjetLois/EtudeImpact/projetLoi46-20.pdf).

22. Cet organisme fournit un cadre standardisé pour le reporting des résultats d'exploration, des ressources et des réserves minérales, assurant transparence et cohérence dans la communication des données minières.

23. Ce cadre, développé par la Commission économique des Nations Unies, offre une classification universelle des ressources énergétiques et minérales, facilitant la comparaison et l'évaluation des projets à l'échelle internationale.

24. Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement du Maroc. (2021). Programme national de la géologie 2021–2030. [Mem.gov.ma. https://www.mem.gov.ma/Lists/Lst_rapports/Attachments/34/Programme%20National%20de%20la%20Geologie%202021-2030.pdf](https://www.mem.gov.ma/Lists/Lst_rapports/Attachments/34/Programme%20National%20de%20la%20Geologie%202021-2030.pdf).

25. Conseil économique, social et environnemental (CESE). (2023). Avis sur les minerais stratégiques. [Cese.ma. https://www.cese.ma/media/2023/04/Avis-sur-les-minerais-strategiques-vf.pdf](https://www.cese.ma/media/2023/04/Avis-sur-les-minerais-strategiques-vf.pdf).

26. Agence Ecofin. (2025). La pénurie d'eau au Maroc bloque un projet de potasse à 2,2 milliards USD. [Agenceecofin.com. https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/2204-127733-la-penurie-d-eau-au-maroc-bloque-un-projet-de-potasse-a-2-2-milliards-de-dollars](https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/2204-127733-la-penurie-d-eau-au-maroc-bloque-un-projet-de-potasse-a-2-2-milliards-de-dollars).

3.2. Des projets industriels prometteurs mais fragiles

Le Maroc cherche à faire pencher la balance des exportations en faveur d'un plus grand nombre de produits transformés, créant ainsi plus de valeur ajoutée. Deux projets phares incarnent cette ambition : le projet de fonderie de cuivre Sohar Copper Smelter et le projet de raffinerie de lithium LG Energy Solution-Yahua.

La fonderie de cuivre, portée par ManaGreen (Managem), vise à transformer le concentré de cuivre en cathodes, un produit essentiel aux batteries. Avec un budget de 10 à 15 milliards MAD, le projet bénéficie d'alliances industrielles, comme l'approvisionnement en acide sulfurique par OCP Group. Mais il reste encore en phase d'étude de faisabilité. La production nationale de cuivre, modeste par rapport aux grands producteurs africains et en baisse récente, soulève des questions sur sa capacité à alimenter durablement la fonderie²⁷. Par ailleurs, le projet de raffinage de lithium, mené par LG Energy Solutions et Yahua Group (5,5 milliards MAD), représente un atout stratégique. Il prévoit de produire du lithium raffiné de qualité batterie, indispensable pour entrer dans la chaîne mondiale des batteries. Toutefois, le Maroc ne dispose pas encore de production commerciale de lithium : la raffinerie dépendra donc d'importations régionales (Mali, Côte d'Ivoire) et devra surmonter la complexité technologique du processus avant de s'imposer sur le marché²⁸.

Bien que ces projets témoignent d'une dynamique positive et d'un engagement vers la transformation locale, ils restent fragiles : la fonderie dépendra de l'approvisionnement en concentré, et la raffinerie de lithium repose encore sur des ressources extérieures et un savoir-faire en construction. Ces initiatives doivent donc être vues comme des premières étapes dans une stratégie nationale plus large, encore à formaliser, pour développer un véritable écosystème autour des minerais critiques.

IV. CONSTRUIRE UNE STRATÉGIE INTÉGRÉE : DU CADRE NATIONAL AUX ALLIANCES RÉGIONALES ET INTERNATIONALES

Si la structuration d'une stratégie nationale pour la valorisation du potentiel minier demeure indispensable pour exploiter pleinement le riche potentiel du Maroc en minerais critiques et stratégiques, cette démarche ne doit pas être isolée. Le royaume gagnerait à inscrire son action dans une perspective internationale, en s'affirmant comme un interlocuteur de poids dans les débats relatifs au développement des chaînes de valeur associées à ces ressources, qu'il s'agisse d'enjeux économiques, industriels ou géostratégiques. La conclusion de partenariats bilatéraux ciblés, tout comme l'adhésion à des coalitions spécialisées ou leur structuration, offrirait au Maroc l'opportunité de se placer au centre des recompositions en oeuvre. En effet, toutes les projections convergent : la demande mondiale en cuivre, lithium, cobalt, graphite ou terres rares connaîtra, selon l'Agence internationale de l'énergie, une croissance fulgurante au cours de la prochaine décennie, y compris dans le cadre du scénario des politiques déclarées (STEPS)²⁹. Dans ce contexte, un engagement résolu et concerté permettrait au Maroc de s'imposer comme un acteur incontournable de la transition énergétique et technologique mondiale.

27. Bouwafoud. (2025). Comment le Maroc renforce son intégration industrielle, de la mine aux batteries. [Medias24.com. https://medias24.com/2025/05/08/comment-le-maroc-renforce-son-integration-industrielle-de-la-mine-aux-batteries/](https://medias24.com/2025/05/08/comment-le-maroc-renforce-son-integration-industrielle-de-la-mine-aux-batteries/).

28. Bouwafoud. (2025). Raffinerie de lithium : comment le projet LG Energy-Yahua booste l'ambition des batteries au Maroc. [Medias24.com. https://medias24.com/2025/07/26/raffinerie-du-lithium-comment-le-projet-lg-energy-yahua-booste-lambition-batterie-du-maroc/](https://medias24.com/2025/07/26/raffinerie-du-lithium-comment-le-projet-lg-energy-yahua-booste-lambition-batterie-du-maroc/).

29. International Energy Agency. (2025). Global Critical Minerals Outlook 2025. <https://www.iea.org/reports/global-critical-minerals-outlook-2025> p.85.

V. CONSTRUIRE DES COALITIONS AUTOUR DES MINERAIS CRITIQUES

Au cours de la dernière décennie, la question des minerais critiques et stratégiques s'est imposée comme un enjeu central sur les plans économique et géopolitique. Face à une demande mondiale en forte croissance, plusieurs mécanismes internationaux se sont constitués, traduisant l'inquiétude croissante des économies avancées quant à la sécurité de leurs approvisionnements. Parmi les mécanismes les plus structurants figurent le **Minerals Security Partnership (MSP)**, lancé par les États-Unis et réunissant notamment l'Australie, le Canada, le Japon, la Corée du Sud et l'Union européenne ; le **Partenariat du G7 sur les matières premières critiques**, visant à renforcer la transparence et la résilience des chaînes de valeur ; la Conference on Critical Materials and Minerals, forum intergouvernemental visant à promouvoir l'échange sur les politiques régissant les matériaux critiques, la collaboration en matière de recherche et développement technique, ainsi que les initiatives connexes ; l'**Energy Resource Governance Initiative (ERGI)**, axée sur la promotion de normes environnementales, sociales et de gouvernance dans l'exploitation minière ; et, enfin l'**European Raw Materials Alliance (ERMA)**, qui soutient le développement de projets européens d'extraction, de transformation et de recyclage. Ces dispositifs sont complétés par des accords bilatéraux ciblés, souvent adossés à des investissements directs dans l'exploration, l'extraction ou le raffinage. La base de données de l'Agence internationale de l'énergie liste – au 31 août 2025 - 94 mécanismes de coordination internationale avec différents statuts (en vigueur, annoncés et expirés).

L'émergence de ces alliances répond à un constat : si la production de minerais critiques a augmenté, leur extraction demeure fortement concentrée géographiquement et en propriété. Le nickel et le cobalt, par exemple, proviennent majoritairement d'un nombre restreint de pays, tandis que leur transformation est dominée par seulement quelques groupes industriels soit européens, chinois ou américains. Cette concentration est encore plus marquée pour le raffinage où la Chine occupe une position hégémonique dans plusieurs segments, notamment pour le cobalt et les terres rares³⁰.

Cette dépendance accrue nourrit des craintes liées à l'instrumentalisation géopolitique des chaînes d'approvisionnement. Depuis 2009, les restrictions à l'exportation sur les matières premières critiques ont été multipliées plus de cinq³¹ fois, reflet de tensions géopolitiques ou commerciales ou d'une tendance plus large au « nationalisme des ressources » : plusieurs États cherchent à maximiser la valeur ajoutée captée localement ou à utiliser leurs ressources comme levier d'influence.

Dans ce contexte, le Maroc, et plus largement l'ensemble des pays africains et du Sud, disposent d'une opportunité singulière : tracer une voie alternative, centrée sur leurs priorités et sur les intérêts des pays producteurs au sein des économies émergentes. Cette approche pourrait s'articuler autour d'un pilier essentiel, en l'occurrence la valorisation locale des ressources, afin de capter une part accrue de la valeur ajoutée et de transformer durablement les économies respectives.

Il ne s'agirait pas de constituer un bloc opposé aux autres acteurs, ni d'imaginer une forme de cartel, inadaptée à la diversité des marchés concernés, mais plutôt de renforcer la coordination entre pays détenteurs de ressources, en valorisant leurs complémentarités. Une telle stratégie favoriserait l'émergence de chaînes de valeur régionales, allant au-delà de l'extraction pour inclure la transformation, le raffinage, la fabrication d'intrants industriels et, à terme, le recyclage.

30. International Energy Agency. (2025). Global Critical Minerals Outlook 2025. <https://www.iea.org/reports/global-critical-minerals-outlook-2025> pp 6 -7.

31. OECD (2025), OECD Inventory of Export Restrictions on Industrial Raw Materials 2025: Monitoring the Use of Export Restrictions Amid Growing Market and Policy Tensions, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/facc714b-en>. p6.

Ce positionnement présenterait plusieurs avantages : il permettrait aux pays producteurs de consolider leur pouvoir de négociation et de peser davantage dans la gouvernance internationale des minerais critiques ; il contribuerait aussi, dans le cas africain, à retenir une part plus importante de la valeur sur le continent, réduisant la dépendance aux fluctuations des marchés mondiaux et posant les bases d'une industrialisation durable³² ; enfin, il élargirait la taille du marché.

L'essor d'une véritable industrie de transformation se heurte toutefois à la faiblesse de la demande intérieure, insuffisante pour justifier l'installation d'unités locales et soutenir des chaînes de valeur régionales. Par ailleurs, aucun pays africain ne disposant à lui seul de tous les minerais nécessaires à la production de batteries par exemple, la mise en commun des ressources entre États apparaît indispensable pour atteindre les volumes requis.³³

Cette mutualisation des capacités, qu'il s'agisse de la recherche scientifique, de la formation technique ou du développement d'infrastructures régionales, constituerait un levier majeur pour soutenir cette ambition. Le Maroc, fort de son expérience dans le secteur minier et de sa position géographique stratégique, pourrait jouer un rôle important en facilitant la mise en relation des savoir-faire, des moyens et des financements.

Dans cette perspective, la concrétisation d'une telle ambition pourrait passer par le lancement d'un nouveau **cadre africain de coordination sur les minerais critiques où viendraient se fondre toutes les initiatives telles que** l'Africa Minerals Strategy Group et celles de l'Union africaine, conçu comme un instrument aligné en tout ou partie sur les objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de l'**Africa Green Minerals Strategy (AGMS)**. Un tel dispositif offrirait un cadre opérationnel pour structurer la coopération, harmoniser les approches et mutualiser les moyens, en vue de faire des ressources minérales un moteur d'intégration régionale et de développement conjoint.

Son ancrage dans la ZLECAf revêtirait un intérêt particulier. En effet, cette dernière fournit déjà les bases juridiques et institutionnelles pour faciliter le commerce intra-africain, harmoniser les normes, stimuler l'investissement et faciliter la libre circulation des travailleurs. Les membres du mécanisme pourraient ainsi promouvoir, au sein de l'UA, l'**opérationnalisation rapide de volets clés** tels que la facilitation douanière, l'harmonisation réglementaire ou le développement d'infrastructures, autant de volets essentiels à l'émergence de **chaînes de valeur régionales intégrées** dans le domaine des minerais critiques. Ces avancées contribueraient à réduire la dépendance aux marchés extérieurs tout en renforçant la compétitivité du continent.

En parallèle, l'articulation avec l'AGMS garantirait que cette coopération ne se limite pas à un objectif économique, mais qu'elle s'inscrive pleinement dans une démarche de durabilité et de responsabilité. Le mécanisme pourrait servir de plateforme pour traduire les piliers de l'AGMS (particulièrement les piliers III et IV³⁴) en actions concrètes, en veillant à ce que la valorisation locale s'accompagne de normes environnementales et sociales élevées, et qu'elle bénéficie aux communautés locales.

Sur le plan institutionnel, l'articulation pourrait se faire à travers la création d'un **mécanisme multilatéral ad hoc**, souple et évolutif, rassemblant des **pays partageant une vision commune** sur la gouvernance des minerais critiques. Sa structure reposerait sur des groupes de travail

32. African Center for Economic Transformation (ACET). Rapport sur la transformation de l'Afrique 2021 : S'intégrer pour transformer. Accra, Ghana : ACET, 2021, p. 142.

33. Gourdon, J., Normand, É., Lapeyronie, H., & Bosse, P. (2024, 4 février). Les minerais critiques, des ambitions pour l'Afrique. The Conversation. <https://theconversation.com/les-minerais-critiques-des-ambitions-pour-lafrique-220735>.

34. African Union. (2025). Africa's Green Minerals Strategy (pp. 12-25, 26-30). Addis-Abeba: African Union.

thématiques, par exemple sur la transformation locale, l'énergie, la logistique et l'accès aux marchés, la normalisation technique ou encore le financement de projets, afin de produire des résultats rapidement exploitables par les États membres.

Un cadre particulièrement propice pour initier cette coordination est le Processus des États africains atlantiques (PEAA), qui réunit la quasi-totalité des pays africains riverains de l'Atlantique, dont plusieurs pays à vocation minière comme la République Démocratique du Congo, le Maroc, la Guinée ou le Gabon. Ce processus pourrait instaurer un groupe thématique dédié aux minerais critiques. La pertinence accrue du PEAA s'explique également par les développements récents³⁵ dans le domaine de l'exploitation minière des grands fonds marins. Les avancées technologiques, combinées à l'**ordre exécutif** signé par le président Trump et l'action de l'administration américaine visant à encourager l'exploration et l'exploitation dans les eaux internationales, laissent entrevoir le démarrage prochain d'activités commerciales, malgré l'absence de cadre réglementaire clair émanant de l'Autorité internationale des fonds marins. Une telle évolution pourrait profondément modifier la dynamique des marchés mondiaux, en redéfinissant les chaînes d'approvisionnement et en affectant les prix des minerais critiques. Cela pourrait, à terme, affecter les volumes exportés par les producteurs africains et remettre en cause la viabilité économique de certains projets miniers existants ou en cours de développement, notamment dans des pays dont l'économie dépend fortement de ces ressources. Par ailleurs, les risques environnementaux et pour la biodiversité associés à cette exploitation, encore mal connus mais potentiellement considérables, renforcent la nécessité d'une coordination régionale structurée. Il devient donc essentiel pour les États africains atlantiques de se préparer collectivement à ces changements, non seulement pour protéger leurs intérêts économiques et environnementaux, mais aussi pour peser dans les discussions internationales relatives à la gouvernance des grands fonds marins. Le groupe thématique pourrait éventuellement coopter des États non-membres du PEAA dans une sorte de dialogue PEAA+, ouvert non seulement aux pays atlantiques, mais aussi aux États enclavés et à ceux d'autres régions africaines. Cette ouverture élargirait la portée de la coopération et permettrait d'inclure les principaux producteurs situés sur la façade orientale ou au cœur du continent.

À défaut, cette coordination pourrait s'appuyer sur des forums ou des organisations techniques existants. On peut citer, par exemple, le **Centre africain de développement minier (AMDC)**, organe technique de l'Union africaine chargé de mettre en œuvre la Vision minière africaine et de soutenir les États membres dans la gestion stratégique de leurs ressources minérales ; ou encore le **Forum africain des mines**, espace de dialogue entre gouvernements et acteurs privés, appelé à jouer un plus grand rôle en matière de coordination régionale. Même si ces organes existent et disposent déjà d'instruments et de cadres d'action, il s'agit désormais de les adapter aux défis présents et futurs, mais aussi de les animer, les dynamiser et leur donner la capacité réelle d'agir efficacement.

Concrètement, trois leviers opérationnels pourraient structurer l'action au sein des cadres. **Premièrement**, la mise en place d'un système continental de veille et d'intelligence économique, combinant données géologiques, suivi de la demande mondiale et analyse prospective. **Deuxièmement**, le développement de programmes conjoints de formation, de recherche et d'innovation, afin de doter le continent des compétences et technologies nécessaires à la montée en gamme industrielle. **Troisièmement**, la mobilisation coordonnée de financements en vue de soutenir les projets prioritaires sur toute la chaîne de valeur, de l'extraction au recyclage.

Ainsi conçu, ce mécanisme ne constituerait pas un simple forum de discussion, mais un outil stratégique pour renforcer la transformation économique du continent et maximiser les bénéfices

35. Zoghbi, E. (2025, 4 juillet). Deep-sea mining and ocean governance at a crossroads. Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/deep-sea-mining-and-ocean-governance-crossroads>.

tirés de ses ressources. Relié aux cadres structurants que sont la ZLECAf et l'AGMS, et nourri par des partenariats dynamiques tels que le Processus des États africains atlantiques ou d'autres initiatives thématiques panafricaines, il pourrait transformer le potentiel minéral africain en un véritable moteur d'intégration, de compétitivité et de prospérité partagée.

VI. POSITIONNER LE MAROC COMME ACTEUR AFRICAIN MAJEUR ET INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ SUR LES QUESTIONS DE GOUVERNANCE DES MINÉRAIS CRITIQUES

Pour le Maroc, l'implication active, voire un rôle moteur, dans la mise en place d'un mécanisme africain ou Sud-Sud dédié aux minerais critiques s'inscrirait pleinement dans les priorités et aussi dans les politiques du pays sur les plans économique, politique et diplomatique. Sur le plan économique, le royaume poursuit une stratégie ambitieuse d'industrialisation et de production à plus forte valeur ajoutée, fondée sur le développement de chaînes de valeur intégrées. Sa position géographique, au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et de l'Atlantique, combinée à ses infrastructures portuaires et logistiques de premier plan, lui confère des atouts significatifs pour servir de plateforme de transformation, de distribution et de services associés aux chaînes de valeur des minerais critiques. En contribuant à structurer un cadre africain commun, le Maroc pourrait non seulement sécuriser ses approvisionnements et développer ses capacités industrielles, mais aussi participer à l'établissement de normes favorisant des partenariats industriels plus équitables.

Sur le plan politique, cette démarche s'inscrit dans le prolongement de la vision marocaine du co-développement et des partenariats Sud-Sud « gagnant-gagnant ». L'action diplomatique du royaume a toujours mis en avant l'importance de solutions partagées, portées par les pays concernés eux-mêmes, afin de maximiser les bénéfices économiques et sociaux pour leurs populations. Endosser un rôle central dans un mécanisme africain ou Sud-Sud dédié aux minerais critiques illustrerait cette approche. Ce serait également un moyen concret de traduire en actes les ambitions affichées dans les stratégies nationales et régionales, en alliant développement industriel, innovation et responsabilité environnementale.

Une telle implication inscrirait aussi le Maroc dans le cercle des acteurs qui participeront demain à l'élaboration des orientations communes sur des questions appelées à structurer durablement la gestion des ressources naturelles : exploitation des grands fonds marins, définition de normes environnementales, régulation internationale des marchés de minerais critiques ou modalités d'accès aux technologies de transformation. Être partie prenante de ce processus, c'est participer directement à la rédaction des règles, plutôt que de se contenter de les appliquer.

Les gains stratégiques d'un tel engagement seraient multiples. D'abord, il conférerait au royaume le statut d'interlocuteur incontournable, tant pour ses partenaires africains que pour les acteurs internationaux – institutions, entreprises, bailleurs de fonds – dans la recherche d'alliances solides et de projets crédibles sur le continent. Ensuite, il renforcerait l'attractivité du pays comme destination d'investissement, en capitalisant sur une image de stabilité, de vision stratégique et de leadership responsable. Enfin, il contribuerait à positionner le Maroc comme l'un des pivots africains de la transition énergétique mondiale.

Ainsi, œuvrer à une plus grande coordination africaine et Sud-Sud autour des minerais critiques ne relève pas seulement d'un exercice diplomatique ou technique. C'est un choix stratégique qui engage l'avenir industriel et géopolitique du Maroc, en cohérence avec ses ambitions de long terme : être un acteur influent, capable de fédérer, de créer de la valeur et de défendre, aux côtés

de ses partenaires, les intérêts économiques de l'Afrique dans le nouvel ordre mondial qui se dessine.

Mais pour prétendre à un tel rôle, un préalable s'impose : doter le pays d'une stratégie nationale claire sur les minerais critiques, élaborée à l'issue d'un débat inclusif associant l'État, le secteur privé, le monde de la recherche et la société civile. Une telle stratégie ne devrait pas être conçue comme une simple feuille de route administrative, mais comme un cadre de référence collectif, capable d'orienter l'action de tous les acteurs et de garantir que la voix du Maroc à l'international soit guidée par une boussole stratégique.

Encore faut-il, dans ce cadre, engager un débat de fond sur les priorités nationales. Celles-ci peuvent couvrir des domaines variés : la place à accorder à la valorisation locale et à la transformation industrielle, l'importance de la recherche et du développement, les perspectives offertes par les technologies de substitution ou de recyclage, la constitution éventuelle de réserves stratégiques, ou encore la manière d'aborder les débats émergents tels que l'exploitation minière des grands fonds marins. L'essentiel n'est pas de figer dès aujourd'hui des choix définitifs, mais de créer un espace de réflexion collective permettant d'identifier les options stratégiques et de hiérarchiser les enjeux de manière concertée.

Cette démarche ne serait pas seulement technique : elle aurait une forte portée politique et symbolique. Elle permettrait de rassembler autour d'une même table les acteurs publics, le secteur privé, les chercheurs et la société civile, afin de croiser les expertises et de mettre en perspective les différentes sensibilités. Un tel processus renforcerait la légitimité des orientations qui en résulteront et donnerait aux représentants du Maroc, à l'international, la crédibilité nécessaire pour affirmer que leurs positions traduisent un consensus national et non des intérêts fragmentés.

Au-delà de la scène nationale, l'existence d'un tel cadre renforcerait également la capacité du Maroc à dialoguer avec ses partenaires africains et à contribuer activement à l'élaboration de positions communes. Elle offrirait au royaume un point d'ancrage solide pour promouvoir, dans les discussions Sud-Sud comme dans les débats multilatéraux, une vision qui conjugue ambition industrielle, responsabilité environnementale et équité dans les partenariats. Dans un environnement mondial où la gouvernance des minerais critiques devient un terrain de rivalités stratégiques, disposer d'une stratégie nationale élaborée collectivement est un atout décisif : cela permettra de constituer une véritable force de proposition.

En définitive, ce préalable national conditionne la réussite de toute ambition régionale ou internationale. Il donne au Maroc les moyens de traduire en actes ses ambitions de leadership africain, en s'appuyant sur une base de légitimité partagée et sur une vision concertée. C'est ainsi que le royaume pourra se positionner comme un acteur incontournable des discussions mondiales sur les minerais critiques et contribuer, aux côtés de ses partenaires, à façonner les règles de ce nouvel ordre minéral en gestation.

CONCLUSION

Ainsi, le Maroc bénéficie aujourd'hui d'une fenêtre d'opportunité unique, résultant de l'alignement de facteurs exogènes tels que la transition énergétique mondiale, la demande croissante en minerais critiques et sa proximité avec des acteurs stratégiques internationaux. Une telle conjoncture lui offre la possibilité d'engager une transformation ambitieuse de son secteur minier, afin de renforcer son économie et de valoriser ses ressources de manière durable. Si le pays dispose d'atouts combinant ressources minières, énergies renouvelables et position géographique stratégique, le véritable défi réside pourtant dans la mise en place d'une **stratégie nationale cohérente et intégrée**. L'absence d'une définition officielle des minerais critiques, le manque de coordination entre les secteurs minier, industriel et énergétique, ainsi que l'absence de filières locales de transformation (comparable à celle qui existe aujourd'hui pour le phosphate), limitent encore sa capacité à développer des industries compétitives et à capter une plus grande valeur ajoutée. Face à ces contraintes, il est crucial de définir un **cadre stratégique solide** pour sécuriser les approvisionnements et stimuler le développement industriel. Il s'agit de formaliser la liste des minerais critiques, d'élaborer une feuille de route nationale claire et d'assurer la coordination entre les politiques minière, industrielle et énergétique. Une telle approche permettrait de développer des filières locales de transformation, de créer des emplois qualifiés et de renforcer l'autonomie et la compétitivité du pays.

Cette stratégie nationale doit comporter une dimension internationale et viser à faire du Maroc un acteur de premier plan dans les débats sur la gouvernance des transformations et défis du secteur, tout en le positionnant comme un acteur africain de référence en matière de minerais critiques. Elle devrait promouvoir la coopération Sud-Sud et des partenariats ciblés afin de mutualiser ressources et compétences. La participation à des mécanismes de coordination africains ou internationaux ou le recours à des cadres existants offrirait des leviers pour structurer progressivement des chaînes de valeur régionales et maximiser la valeur ajoutée sur le continent.

Enfin, pour traduire ces orientations en résultats concrets, il est crucial d'accompagner la stratégie nationale de mesures opérationnelles : développer les unités de transformation et de recyclage, renforcer la transparence et la gouvernance du secteur, et positionner le Maroc comme hub régional des technologies propres. La coordination entre les politiques sectorielles, l'intégration dans les discussions internationales et le développement de partenariats ciblés permettront au pays de tirer pleinement parti de cette **fenêtre d'opportunité exceptionnelle**, tout en consolidant sa compétitivité industrielle et son rôle stratégique à l'échelle africaine et mondiale.

Bibliographie

- African Center for Economic Transformation (ACET), 2021, Rapport sur la transformation de l'Afrique 2021 : S'intégrer pour transformer. Accra, Ghana : ACET, p.142.
- African Union, 2025, Africa's Green Minerals Strategy (pp. 12–25, 26–30). Addis-Abeba: African Union.
- Alberto, L., 2025, ODI, Critical minerals, critical moment: Africa's role in the AI revolution, <https://odi.org/en/insights/critical-minerals-critical-moment-africas-role-in-the-ai-revolution/>
- Agence Ecofin, 2025, La pénurie d'eau au Maroc bloque un projet de potasse à 2,2 milliards USD. <https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/2204-127733-la-penurie-d-eau-au-maroc-bloque-un-projet-de-potasse-a-2-2-milliards-de-dollars>.
- BCG. 2025. Changement climatique : les entreprises intensifient leurs investissements mais reculent sur la mesure de leurs émissions.
- Berahab. R., 2025, The Energy Economics of Artificial Intelligence in a fractured global system, Policy Center for the New South, https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2025-10/PP_37-25%20%28Rim%20Berhab%29.pdf
- Bouwafoud. A, 2025. Comment le Maroc renforce son intégration industrielle de la mine aux batteries. <https://medias24.com/2025/05/08/comment-le-maroc-renforce-son-integration-industrielle-de-la-mine-aux-batteries/>.
- Bouwafoud. A, 2025. Critical Mineral Resources mise sur un projet de mine de cuivre aux alentours de Tizert. <https://medias24.com/2025/07/22/critical-mineral-resources-mise-sur-un-projet-de-mine-de-cuivre-aux-alentours-de-tizert/>.
- Bouwafoud. A, 2025. Raffinerie de lithium : comment le projet LG Energy-Yahua booste l'ambition des batteries au Maroc. <https://medias24.com/2025/07/26/raffinerie-du-lithium-comment-le-projet-lg-energy-yahua-booste-lambition-batterie-du-maroc/>.
- CESE, 2023, Les minerais stratégiques et critiques contributeurs à la souveraineté industrielle du Maroc. Auto-saisie n°67/2023. <https://www.cese.ma/media/2023/09/Avis-les-minerais-strate%CC%81giques-VF-.pdf>.
- Environnement.gov.ma, 2025, Le Maroc au Sommet mondial de l'hydrogène 2024. <https://www.environnement.gov.ma/fr/133-a-la-une/4360-forum-mondial-sur-l-hydrogene-pays-bas>.
- Gourdon, J., Normand, É., Lapeyronie, H., & Bosse, P. 2024, 4 février. Les minerais critiques, des ambitions pour l'Afrique. The Conversation. <https://theconversation.com/les-minerais-critiques-des-ambitions-pour-lafrique-220735>.
- IEA, 2025, Global Critical Minerals Outlook 2025. <https://iea.blob.core.windows.net/assets/ef5e9b70-3374-4caa-ba9d-19c72253bfc4/GlobalCriticalMineralsOutlook2025.pdf>.
- Lee, W., et al, 2025. The role of critical mineral prices and geopolitical risk in shaping renewable energy poverty. <https://link.springer.com/article/10.1007/s43621-025-01429-w>.
- Mem.gov.ma, 2021, Programme national de la géologie 2021–2030. https://www.mem.gov.ma/Lists/Lst_rapports/Attachments/34/Programme%20National%20de%20la%20Geologie%202021-2030.pdf.
- Mem.gov.ma, 2025, Mines. <https://www.mem.gov.ma/Pages/secteur3ebb.html?e=7>.
- OCP, 2025, Green Investment Program. <https://www.ocpgroup.ma/Strategy/Commitments/Green-Investment-Program>

- OECD, 2025, OECD Inventory of Export Restrictions on Industrial Raw Materials 2025: Monitoring the Use of Export Restrictions Amid Growing Market and Policy Tensions. OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/facc714b-en> p6.
- SGG.gov.ma, 2023, Projet de loi modifiant la loi 33.13 relative aux minerais. <https://www.sgg.gov.ma/Portals/0/legislation/ProjetLois/EtudeImpact/projetLoi46-20.pdf>.
- UNCTAD, 2024, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. https://unctad.org/system/files/official-document/cid57_fr_0.pdf.
- USGS, 2025, <https://www.usgs.gov/>.
- Yu, M., 2022, Principles of Water Electrolysis and Recent Progress in Cobalt-, Nickel-, and Iron-Based Oxides for the Oxygen Evolution Reaction. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC9291824/>.
- Zoghbi, E. 2025, 4 juillet. Deep-sea mining and ocean governance at a crossroads. Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/deep-sea-mining-and-ocean-governance-crossroads>.

À PROPOS DES AUTEURS



SABRINE EMRAN

Sabrina Emran est économiste principale au Policy Center for the New South (PCNS). Au sein du PCNS, elle mène des recherches sur la transition énergétique, le financement climatique et les minerais critiques, en s'intéressant particulièrement aux priorités énergétiques des pays en développement dans le cadre du développement durable, de la transition énergétique juste et des engagements climatiques mondiaux. Avant de rejoindre le PCNS en 2022, Sabrina Emran a travaillé en tant qu'analyste des matières premières et consultante en gestion des risques, spécialisée dans les produits agricoles et énergétiques ainsi que dans la gestion du risque de change. Elle a également occupé un poste au sein de Lyxor Asset Management en tant que spécialiste des appels d'offres et des produits, où elle s'est concentrée sur les classes d'actifs d'investissement alternatif et a collaboré étroitement avec des investisseurs institutionnels.



OUSSAMA TAYEBI

Oussama Tayebi est spécialiste senior au sein du Département de Recherche en Relations Internationales du Policy Center for the New South. Ses travaux portent principalement sur les enjeux de gouvernance, de paix et de sécurité dans la sous-région d'Afrique centrale. Auparavant, il a contribué aux activités du Bureau Multi-pays d'ONU Femmes pour le Maghreb ainsi qu'à celles de l'ONG The ONE Campaign, en soutenant des initiatives de plaidoyer sur le partenariat Afrique-UE et l'aide publique au développement. Oussama est titulaire d'une licence en science politique de l'École de Gouvernance et d'Économie de Rabat et d'un master en relations internationales de Sciences Po Aix.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

